

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80

Metz, le 20 novembre 2023

ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 septembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AIR LIQUIDE

ZI du Malambas

57280 Hauconcourt

Références : HAUCONCOURT_ALFI_2023-11-08_RAPVI-PPC_RPE_25632

Code AIOT : 0006201347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 septembre 2023 dans l'établissement Air liquide implanté ZI du Malambas 57280 Hauconcourt. L'inspection a été annoncée le 31 août 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle (PPC).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Air liquide
- ZI du Malambas 57280 Hauconcourt
- code AIOT : 0006201347
- régime : autorisation
- statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : non

La société Air liquide est autorisée à exploiter sur le site d'Hauconcourt un centre de regroupement d'équipements sous pression transportables réglementé par l'arrêté préfectoral n°2005-AG-2-8 du 20 janvier 2005. À ce titre, elle est autorisée au titre des rubriques n°4715 et 4719 de la nomenclature des installations classées.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- stockages
- étiquetage des produits dangereux
- moyens d'extinction
- rétention
- maîtrise des risques
- rejets aqueux
- bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article II – 6	/	Sans objet
2	Étiquetage	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article II – 9	/	Sans objet
3	Modalités de stockage	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article III-1.1, III-1.2,	/	Sans objet
4	Stockage de bouteilles d'acétylène vides	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article III-2 (partiel)	/	Sans objet
5	Surveillance des rejets aqueux	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article IV-5, IV-7, IV-10	/	Sans objet
6	Rétention des eaux d'extinction incendie	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article IV-8 (partiel)	/	Sans objet
7	Bruit	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article VII-4 et VII-5	/	Sans objet
8	Moyens d'extinction	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article VIII-4.3	/	Sans objet
9	Plan d'opération interne (POI)	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article VIII-4.2	/	Sans objet
10	Installations électriques	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article VIII-7	/	Sans objet
11	Paramètres importants pour la sécurité (IPS)	Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article VIII-13	/	Sans objet
12	Maîtrise des risques	Autre du 01/09/2013, article Scénario 2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées (l'inspection) a constaté le non-respect de la fréquence triennale de mesure des niveaux acoustiques et la modification d'une mesure barrière sans mise à jour de l'étude de dangers (EDD).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article II – 6
Thème(s) : Risques accidentels, accessibilité
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement, à l'exception de celles désignées par l'exploitant, ne doivent pas avoir l'accès libre aux installations. Le site est entouré d'une clôture d'une hauteur minimale de 2,5 mètres.
Constats : L'inspection constate que le site est entièrement clôturé de grillage rigide, avec accès par trois barrières coulissantes de hauteur équivalente. L'inspection a contrôlé la hauteur de la clôture, par sondage, sur plusieurs points du périmètre, et n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 2 : Étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article II – 9
Thème(s) : Risques accidentels, étiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation : les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. À l'intérieur de l'installation classée autorisée, les fûts, réservoirs et autres emballages portent s'il y a lieu, en caractères très lisibles, le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'une liste des produits dangereux et a contrôlé, par sondage, que les produits dangereux sont étiquetés et que l'exploitant dispose des fiches de sécurité (FDS) de ces produits (contrôle de deux FDS : diluant et laque polyuréthane). L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article III-1.1, III-1.2,
Thème(s) : Risques accidentels, modalités de stockage
<p>Prescription contrôlée : <u>Article III-1-1 Stockage d'ammoniac</u> L'emploi ou le stockage d'ammoniac est réglementé par l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées nouvelles soumises à déclaration sous la rubrique n°1136, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté.</p> <p>En particulier, le stockage d'ammoniac doit s'effectuer à l'extérieur, dans un enclos grillagé et à plus de 15 mètres des limites de propriété. Les bouteilles doivent posséder en permanence : - un chapeau fixé sur le récipient dont la résistance au choc est conforme aux normes en vigueur ; - un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie. Les bouteilles sont stockées dans des paniers.</p> <p><u>Article III-3 Stockage d'hydrogène</u> Le stockage d'hydrogène s'effectue à l'extérieur, sur des zones balisées et délimitées. Les bouteilles sont stockées dans des paniers. Les bouteilles et cadres d'hydrogène sont stockés à plus de 8 mètres de tout produit combustible ou comburant et des limites de propriété.</p> <p><u>Article III-4 Stockage d'acétylène</u> Les bouteilles d'acétylène sont stockées à l'air libre, sur une zone balisée et délimitée, dans des cadres ou des paniers. Le stockage est séparé des dépôts de gaz comburant par une distance minimale de 8 mètres. Il est à plus de 5 mètres des limites de propriété. La vanne principale et les vannes de chaque robinet des huit bouteilles constituant un cadre sont maintenues fermées.</p> <p><u>Article III-1-2 Emploi ou stockage d'oxygène</u> L'emploi ou le stockage d'oxygène est réglementé par l'arrêté ministériel relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées nouvelles soumises à déclaration sous la rubrique n°1220, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté.</p> <p>Par ailleurs, les installations de stockage d'oxygène doivent être implantées à une distance d'au moins 5 mètres de toute source combustible et des limites de propriété.</p> <p>Constats : Concernant le stockage d'ammoniac, l'inspection a constaté la présence d'un enclos grillagé destiné au stockage, à plus de 15 mètres des limites de propriété. Lors de la visite, deux bouteilles placées dans cet enclos n'étaient pas stockées dans des paniers et trois paniers étaient stockés à côté de l'enclos, ce qui constitue des non-conformités. Suite à la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, par courriel du 3 novembre 2023, des photos justifiant le retour à la conformité.</p> <p>Concernant l'acétylène, l'hydrogène et l'oxygène, l'inspection a contrôlé les conditions de stockage par sondage sur les différentes aires de stockage du site. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 4 : Stockage de bouteilles d'acétylène vides

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article III-2 (partiel)	
Thème(s) : Risques accidentels, stockage de bouteilles d'acétylène vides	
Prescription contrôlée : <u>Article III.2.1 Origine des bouteilles</u> Les bouteilles d'acétylène vides en transit sur le site proviennent des usines d'Acétylène dissous d'Air liquide en France. <u>Article III.2.3 Exploitation</u> L'installation est exploitée en cohérence avec les dispositions du plan régional d'élimination des déchets industriels. Le dépôt de bouteilles d'acétylène rebutées vides est séparé des bouteilles renfermant des gaz comburants par une distance de 8 mètres au moins. Les bouteilles vides sont stockées dans des paniers. [...] <u>Article connexe de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2015-DLP/BUPE-195 du 18 juin 2015</u> <u>Article 2 : Quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site</u> À tout moment, les quantités de déchets pouvant être entreposées sur le site ne doivent pas dépasser, pour chaque type de déchets, les valeurs maximales définies dans le tableau ci-dessous :	
Nature des déchets	Quantité maximale sur site
Déchets dangereux	Bouteilles d'acétylène vides : 800 bouteilles vides
L'exploitant est néanmoins tenu d'évacuer ses déchets régulièrement. Il devra être en mesure de le justifier à l'inspection. Il tient à jour un état des stocks de déchets présents sur le site qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	
Constats : L'inspection a constaté l'absence de bouteilles d'acétylène vides sur le site : l'exploitant indique être en transition pour arrêter cette activité et estime que l'arrêt de cette activité sera effectif courant 2024.	
Observation : L'inspection rappelle à l'exploitant que, concernant le stockage de bouteilles d'acétylène vides, son site est actuellement classé sous le régime de l'autorisation pour la rubrique 2178-1 (Installation de transit, regroupement ou tri de déchet dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2719, 2792 et 2793 – 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à une tonne). L'abandon de cette activité devra faire l'objet d'une cessation d'activité dans les formes prescrites par l'article R512-39-1 du code de l'environnement.	
Type de suites proposées : sans suite	
Proposition de suites : sans objet	

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article IV-5 (partiel), IV-7, IV-10		
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets aqueux		
Prescription contrôlée : <u>Article IV-5 Eaux pluviales et eaux des épreuves hydrauliques des bouteilles</u> Les eaux pluviales et l'eau des épreuves hydrauliques des bouteilles transitent par un séparateur débourbeur d'hydrocarbures muni d'un obturateur avant rejet dans le réseau unitaire dont l'exutoire est la Moselle. Les valeurs limites de rejet sont les suivantes : Concentration maximale en mg/l Méthode de référence		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Méthode de référence
Hydrocarbures totaux	5	NF T 90 114
MES	35	NF EN 872
DCO	125	NF T 90 101
[...]		
<u>Article IV-6 Eaux de lavage des bouteilles</u> Les eaux ruisselant sur l'aire de lavage extérieure des bouteilles transitent par un débourbeur avant de rejoindre le réseau des eaux pluviales. Elles sont ensuite traitées dans le séparateur débourbeur d'hydrocarbures visé à l'article précédent. Les normes de rejet sont définies à l'article précédent.		
<u>Article IV-7 Eaux sanitaires</u> Les eaux sanitaires sont traitées dans un dispositif d'assainissement autonome composé d'une fosse toutes eaux, d'un épurateur et d'un clarificateur. Le rejet s'effectue dans le réseau unitaire ayant pour exutoire la Moselle. Il répond aux exigences des arrêtés des 6 mai et 21 juin 1996. Il respecte notamment les valeurs limites suivantes :		
Paramètres	Concentration maximale en mg/l	Méthode de référence
MES	30	NF T 90 103
DBO5	40	NF T 90 101
<u>Article IV-10 Surveillance</u> Une mesure des débits, de la teneur en hydrocarbures totaux, en matières en suspension et de la demande chimique en oxygène, est réalisée une fois par an, en sortie du séparateur débourbeur à hydrocarbures avant rejet dans le réseau unitaire vers la Moselle. Les méthodes de référence sont indiquées à l'article IV-5 du présent arrêté. Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement		
Constats : L'inspection a constaté la présence des ouvrages de prétraitement prescrits. Vu les rapports établis par des organismes agréés : – pour les eaux sanitaires, le 8 février 2022 (prélèvement le 28 janvier 2022) et le 3 février 2023 (prélèvement le 26 janvier 2023) ; – pour les eaux pluviales, le 11 juillet 2022 (prélèvement le 5 juillet 2022) et le 28 août 2023 (prélèvement le 18 août 2023). L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.		
Type de suites proposées : sans suite		
Proposition de suites : sans objet		

N° 6 : Rétention des eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article IV-8 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, rétention des eaux d'extinction incendie
Prescription contrôlée : Les eaux d'extinction d'un incendie sont retenues sur le site. L'isolement se fait par une vanne de sectionnement située en aval du réseau d'eaux pluviales. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable manuellement en toute circonstance. Son entretien et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'une vanne de sectionnement située en aval du réseau d'eaux pluviales et signalée : l'exploitant a justifié la réalisation de tests de fonctionnement réguliers. Lors de l'essai de la vanne, l'inspection a constaté que la pièce maintenant la manivelle en place était cassée, ce qui n'empêchait pas son utilisation mais pouvait la compliquer et la retarder. Suite à la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 3 novembre 2023, une photo justifiant la pose d'une vis de fixation maintenant la manivelle en place. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 7 : Bruit

Constats : Vu les rapports établis par un organisme compétent : – le 12 novembre 2018 (mesures réalisées le 23 octobre 2018) ; – le 22 décembre 2022 (mesures réalisées le 12 décembre 2022). L'inspection constate : <ul style="list-style-type: none"> • la conformité aux niveaux acoustiques prescrits ; • la non-conformité à la fréquence de contrôle, avec un délai de quatre ans entre les deux derniers contrôles.
Observations : L'inspection rappelle à l'exploitant l'obligation de respecter la fréquence de contrôle prescrite.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 8 : Moyens d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article VIII-4.3
Thème(s) : Risques chroniques, moyens d'extinction
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre. Ils sont définis en accord avec le service départemental d'incendie et de secours (SDIS). En particulier, la réserve d'eau est aménagée pour être facilement accessible et utilisable en cas de sinistre. Une copie de l'avis du SDIS est communiquée à l'inspection des installations classées dans un délai n'excédant pas deux mois à compter de la date de parution du présent arrêté. Les moyens incendie sont au minimum ceux définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> – une réserve d'eau de 300 m³, maintenue hors gel ; – deux prises d'eau munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé ; – des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, qui sont judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; – des robinets d'incendie armés. L'établissement dispose en toutes circonstances de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie.
Constats : L'inspection a constaté la présence des moyens d'extinction prescrits (par sondage pour les extincteurs et les RIA). Vu par ailleurs : <ul style="list-style-type: none"> • le plan présenté par l'exploitant indiquant la position des moyens d'extinction ; • les rapports de contrôle des moyens d'extinction, établis en 2022 et 2023 par un organisme compétent. L'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 9 : Plan d'opération interne (POI)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article VIII-4.2
Thème(s) : Risques chroniques, plan d'opération interne (POI)
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'opération interne définissant les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Ce plan, complété par l'avis du CHSCT s'il existe, est transmis à la direction départementale des services d'incendie et de secours, au SIRACEDPC (service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile) et à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le préfet peut demander la modification des dispositions envisagées.</p> <p>Les actualisations de ce plan sont adressées au plus tard tous les 3 ans à la direction départementale des services d'incendie et de secours, au SIRACEDPC et à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Le plan d'opération interne actuel date du 1^{er} novembre 2020 : l'inspection constate donc un retard dans la transmission d'une version actualisée du POI.</p> <p>L'exploitant confirme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • que le POI est en cours de révision et sera transmis à l'inspection fin 2023 ; • qu'il intégrera les éléments complétés suite aux remarques formulées dans le cadre de l'exercice POI du 6 avril 2022 : <ul style="list-style-type: none"> – précisions ajoutées dans les fiches du classeur POI (volumes maximum de tous les stockages, pressions d'éclatement des produits, FDS, plan A0 à fournir aux pompiers) ; – plan de masse indiquant les volumes, les dangers au niveau des dalles sources ainsi qu'une légende.
<p>Observations : Compte tenu du faible retard dans la transmission du POI actualisé, l'inspection ne propose de suite administrative à ce stade mais rappelle à l'exploitant la nécessité de respecter la fréquence d'actualisation du POI et demande que la nouvelle version soit transmise sous trois mois.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article VIII-7
Thème(s) : Risques chroniques, installations électriques
<p>Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être contrôlées avant leur mise en service, après avoir subi une modification importante, et périodiquement par un technicien compétent.</p> <p>Ces vérifications font l'objet d'un rapport qui est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Vu les rapports de contrôle des installations électriques établis en 2022 et 2023 par un organisme compétent : l'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 11 : Paramètres importants pour la sécurité (IPS)

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 16/09/2005, article VIII-13
Thème(s) : Risques chroniques, paramètres importants pour la sécurité (IPS)
Prescription contrôlée : L'exploitant définit et maintient à jour la liste des équipements et éléments importants pour la sécurité. Cette liste est maintenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance de ces paramètres ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes écrites. Il en est de même des équipements nécessaires à la surveillance et au contrôle des paramètres de conduite importants pour la sécurité.
Constats : Vu les documents présentés par l'exploitant lors de la visite, l'inspection n'a pas relevé de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet

N° 12 : Maîtrise des risques

Référence réglementaire : Autre du 01/09/2013, article scénario 2
Thème(s) : Risques accidentels, maîtrise des risques
Prescription contrôlée : Barrières de sécurité du scénario 2
Constats : cf annexe confidentielle
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : sans objet